



ADRIENNE LEBAS

## UNE ALLIANCE QUI SE DÉLITE ?

CONTRÔLE PARTISAN ET DYNAMIQUES INTERNES DANS  
LA ZANU-PF (1999-2003)

EN DÉPIT D'IMPORTANTES PRESSIONS EXTÉRIEURES ET DE TENSIONS INTÉRIEURES, LE PARTI AU POUVOIR À HARARE EST PARVENU, DEPUIS LES ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES DE JUIN 2000, À CONSERVER SON UNITÉ ET À MAINTENIR SON CONTRÔLE SUR DES SEGMENTS SOCIAUX CLÉS. LE PRÉSENT ARTICLE ANALYSE COMMENT LA VIOLENCE POLITIQUE, LE DÉCLIN ÉCONOMIQUE ET UNE RHÉTORIQUE SANS NUANCES ONT CONTRIBUÉ À RENFORCER SA DOMINATION SUR L'ARÈNE POLITIQUE. TOUTEFOIS, DE RÉCENTES ÉVOLUTIONS SUGGÈRENT QUE L'EFFICACITÉ AVEC LAQUELLE LES DIRIGEANTS ZANU-PF ONT FAIT TAIRE LEURS PROPRES DISSIDENTS POURRAIT S'ATTÉNUER À L'AVENIR. LES CHANCES D'UN CHANGEMENT POLITIQUE MAJEUR S'EN TROUVERAIENT ALORS ACCRUES.

Le Mouvement pour le changement démocratique (MDC) a annoncé fin juillet 2003 qu'il mettait fin au boycott de l'ouverture solennelle des sessions du Parlement qu'il pratiquait depuis l'élection présidentielle « illégitime » de mars 2002. Son président, Morgan Tsvangirai, a donc assisté au discours du président Robert Mugabe, un geste interprété par beaucoup comme une volonté de réduire l'antagonisme entre son parti et l'Union nationale africaine du Zimbabwe – Front patriotique (Zanu-PF). Le MDC annonça même qu'il était prêt à suspendre son recours en annulation des résultats de la présidentielle, que le parti au pouvoir présentait comme un obstacle majeur à l'ouverture d'un dialogue politique, à condition toutefois que le gouvernement « fasse la preuve de sa bonne foi et d'une réelle volonté de résoudre la crise à laquelle le Zimbabwe était confronté<sup>1</sup> ». À peu près à la même époque, le président

1. *Mail and Guardian* (Johannesburg), 31 juillet 2003.



sud-africain Thabo Mbeki proclamait que sa « diplomatie tranquille » (*quiet diplomacy*) dénouerait la crise zimbabwéenne en moins d'un an. Pendant les mois qui ont suivi, des nouvelles ont filtré au sujet d'efforts de médiation par les Églises, de la mise en place de « canaux officieux » de communication entre le gouvernement et l'opposition, d'un engagement de Mugabe à quitter le pouvoir une fois la question de la succession résolue, en bref, de nombreux indices d'évolution de la situation politique sont apparus. En dépit de ce débordement apparent d'activité, rien ne prouve jusqu'à présent que la Zanu-PF est prête à s'engager dans un dialogue au grand jour avec l'opposition, et le débat sur la succession de Mugabe est tout aussi confus qu'avant la déclaration de Mbeki.

Deux questions intimement liées viennent immédiatement à l'esprit. Premièrement, pourquoi le gouvernement zimbabwéen a-t-il choisi la poursuite de l'affrontement et le blocage plutôt qu'une voie plus modérée qui aurait pu conduire à une résolution de la crise ? Deuxièmement, comment les dirigeants du parti au pouvoir sont-ils parvenus à maintenir une forte cohésion interne face aux pressions réclamant une telle modération ? Compte tenu d'un passé riche en conflits factionnels, il est surprenant qu'au sein du parti nationaliste les voix en faveur du compromis et du dialogue – à la fois avec le MDC et avec la communauté internationale – ne se soient pas davantage fait entendre. Or, l'impasse actuelle ne provient pas d'une pression insuffisante exercée sur le parti gouvernemental. Plus de soixante-dix personnes liées à la Zanu-PF font l'objet de sanctions ciblées de la part des États-Unis et de l'Union européenne (dont l'interdiction de s'y rendre). L'essentiel de l'aide bilatérale, y compris l'aide budgétaire aux ministères de la Santé et de l'Éducation, a été gelé. En outre, le Zimbabwe est suspendu de participation aux réunions du Commonwealth depuis mars 2002. En outre et *a contrario*, tout semble indiquer qu'un dialogue sincère avec l'opposition et qu'un changement de personnel politique au sommet entraîneraient non seulement la réduction de ces coûts, mais aussi des rétributions appréciables. Ainsi le gouvernement des États-Unis a-t-il déclaré qu'il serait disposé à accorder une aide substantielle pour le redressement économique du Zimbabwe si un gouvernement légitime voyait le jour – soit guère plus à ses yeux que la démission de Mugabe et la formation d'un gouvernement de transition par les deux partis<sup>2</sup>.

Cependant, la propension de Mugabe et de son premier cercle à l'intransigeance n'est qu'une des raisons du refus d'abroger la législation répressive et d'ouvrir un dialogue politique avec l'opposition. En effet, certains choix stratégiques du passé ont construit un environnement politique fortement clivé et une structure partisane peu portée à la modération et au compromis. Destinées essentiellement à atteindre des résultats de court terme (élimination

du factionnalisme interne, perturbation des campagnes électorales du MDC, etc.), ces stratégies ont modifié l'équilibre du pouvoir au sein du parti et conforté un discours manichéen, reposant sur les notions d'authenticité et de trahison. Ces choix ont enclenché un cercle vicieux de radicalisation progressive de la direction de la Zanu-PF et de maintien du *statu quo* destructeur. En d'autres termes, les stratégies adoptées en 2000 pour préserver la cohésion du parti ont augmenté l'influence des « durs » et la marginalisation des personnalités critiques en son sein, notamment des députés favorables aux réformes. Étant donné le degré d'antagonisme politique bipolaire vers la fin 2000, ces éléments réformateurs se sont trouvés « pris au piège » de leur appartenance partisane tout en étant privés de toute influence réelle.

Cette régulation interne n'aurait pas été viable sans le développement de nouvelles méthodes de contrôle et de cooptation des secteurs sociaux. La crise économique a paradoxalement accru le pouvoir que le gouvernement était susceptible d'exercer sur le monde des affaires – soutien potentiel de l'opposition – et renforcé la dépendance des entrepreneurs individuels vis-à-vis de leur connexion politique. Bien que les ressources de patronage qui avaient huilé les relations entre le parti au pouvoir et la société depuis l'indépendance soient depuis longtemps épuisées, l'effondrement économique et les pénuries persistantes qui l'accompagnent ont créé de nouvelles possibilités pour certains hommes d'affaires, et ce qu'on pourrait appeler un patronage « sans bourse délier » pour le pouvoir. En contrôlant le flux des importations et la distribution des biens rares (nourriture, médicaments, carburants), mais aussi en réglementant les prix de telle façon que la commercialisation des marchandises importées hors circuits officiels ne soit plus rentable, le gouvernement s'est donné le pouvoir de commander l'accès aux biens qu'il ne possède pas lui-même. L'attribution des fermes confisquées dans le cadre de la réforme agraire « accélérée » a été largement perçue comme la principale source de patronage à la disposition du pouvoir depuis 2000. Selon Human Rights Watch et d'autres organisations de défense des droits de l'homme, la distribution de l'aide alimentaire a été mise au service de la même stratégie<sup>3</sup>.

---

2. C. Powell, « Freeing a nation from a tyrant's grasp », *The New York Times*, 24 juin 2003.

3. Human Rights Watch, *Not Eligible : the Politicization of Food in Zimbabwe*, New York, HRW, octobre 2003 ; Movement for Democratic Change, « Food, Zanu-PF's new political weapon », Harare, ronéoté, mars 2003. Il y a plusieurs exagérations dans ces rapports, mais l'accusation n'est pas totalement dénuée de validité. L'aide distribuée par le Programme alimentaire mondial a été, pour l'essentiel, à l'abri des manipulations politiques, tandis que les céréales vendues par l'office public des grains (GMB) ont été refusées aux partisans ou supposés tels du MDC (sources : entretiens et correspondance personnelle de mars à juillet 2003).



Mais le contrôle de l'accès au carburant, aux devises, au sucre, à la farine de maïs et autres marchandises rares a joué un rôle au moins aussi important pour la consolidation du contrôle du parti sur la société.

Dans la suite de cet article, nous examinerons les éléments de continuité et de changement dans la conduite politique de la Zanu-PF depuis l'indépendance, en soulignant l'importance de la volatilité électorale et le factionnalisme à l'intérieur du parti. Nous verrons ensuite comment certains groupes de dirigeants du parti sont parvenus, durant les trois dernières années, à contrer les tentatives de déstabilisation les visant et à conserver le soutien de secteurs décisifs de sa base sociale. Nous terminerons par une discussion du factionnalisme persistant, dans le cadre du débat sur la succession, en soulignant la réémergence d'un lobby réformiste qui avait pratiquement disparu de 2000 à 2002. Notre travail s'appuie sur plusieurs entretiens formels et sur une grande quantité de discussions informelles avec des cadres et militants de la Zanu-PF entre mars 2002 et août 2003<sup>4</sup>. Nombre de nos remarques concernant l'opinion de la base et la stratégie du parti n'ont probablement pas la même validité dans toutes les régions du Zimbabwe et, faute d'avoir effectué un vrai travail de terrain dans le Matabeleland, nous ne nous hasarderons pas à suggérer que les relations parti/société y sont nécessairement semblables à ce qui est décrit ci-dessous<sup>5</sup>.

---

#### LA ZANU-PF, UN PARTI HÉGÉMONIQUE ?

Si une analyse détaillée de l'histoire des organisations politiques zimbabwéennes n'entre pas dans le cadre de cet article, quelques remarques sur la formation et le développement du parti au pouvoir sont nécessaires à notre propos. En premier lieu, le parti qui conquiert le pouvoir en 1980 différait en de nombreux points des mouvements nationalistes ayant remporté les élections fondatrices sur le reste de l'Afrique subsaharienne. Il ne s'agissait pas d'un amalgame sans grande cohésion d'élites urbaines, car il possédait, déjà à l'indépendance, une structure organisationnelle développée de la base au sommet qui en faisait un parti beaucoup plus enraciné et viable que la plupart des formations au pouvoir sur le reste du continent<sup>6</sup>. Son idéologie, élaborée pendant la lutte de libération des années 1970, mettait l'accent sur l'expression populaire et les structures émanant de la base, en partie en raison des convictions idéologiques de ses leaders, mais aussi parce que la guérilla avait dépendu des informations et de l'aide matérielle fournies par les communautés villageoises. Au moment de l'indépendance, cette base rurale possédait par conséquent un degré de sophistication politique et une influence potentielle probablement uniques au sein des paysanneries africaines<sup>7</sup>.

La base paysanne du parti fut rapidement marginalisée dans les années qui suivirent et l'État se lança bientôt dans des politiques de développement non participatives, voire d'essence autoritaire, aux antipodes de la rhétorique socialisante qui continuait à promouvoir l'initiative des masses et des politiques redistributives<sup>8</sup>. À partir de prémisses assez différentes, Norma Kriger et Jocelyn Alexander ont analysé ce processus de dépolitisation délibérée de la paysannerie après l'indépendance<sup>9</sup>. Selon Alexander, l'organisation locale du parti fut mise sur la touche par l'État au profit des conseils de district, et le pouvoir passa des communautés villageoises aux bureaucraties des ministères. Les structures partisans se délitèrent dès lors qu'elles n'étaient sollicitées que très épisodiquement, essentiellement pendant les campagnes électorales, pour l'organisation des réunions politiques<sup>10</sup>. Cette érosion graduelle des

4. Le nom de nos informateurs est mentionné quand l'autorisation formelle en a été donnée, mais la plupart ont préféré demeurer anonymes, compte tenu du climat politique tendu au Zimbabwe.

5. Pour une analyse détaillée de la défaite retentissante de la Zanu-PF dans cette région lors des élections parlementaires de 2000, voir J. Alexander et J. McGregor, « Les élections, la terre et l'émergence de l'opposition dans le Matabeleland », *Politique africaine*, n° 81, mars 2001, pp. 51-79. J. Alexander et J. McGregor décrivent un processus d'implosion du parti largement alimenté par les dynamiques de l'ethnicité, la mémoire de la violence politique et un sentiment d'abandon de la région, et qui sont spécifiques au Matabeleland.

6. Il en était de même, jusqu'à un certain point, de l'Union nationale du peuple du Zimbabwe (Zapu) de Joshua Nkomo, ainsi que des autres partis de la région forgés à travers des guerres de libération. L'analyse définitive sur la transformation des mouvements de guérilla en partis politiques n'a pas encore été écrite, mais il existe des études de cas intéressantes. Voir notamment M. Ottaway, « Liberation movements and the transition to democracy : the case of the ANC », *Journal of Modern African Studies*, 29 (1), 1991, et G. Morgan, « Violence in Mozambique : towards an understanding of Frelimo », *Journal of Modern African Studies*, 28 (4), 1990.

7. T. Ranger, *Peasant Consciousness and Guerrilla War in Zimbabwe*, Berkeley, University of California Press, 1985; C. Stoneman et L. Cliffe, *Zimbabwe : Politics, Economics and Society*, New York, Pinter, 1989.

8. M. Bratton attribue ce hiatus entre l'idéologie du parti et la politique suivie par l'État aux caractéristiques d'une bureaucratie publique qui resta dominée par des fonctionnaires de l'ère rhodésienne pendant des années. Voir M. Bratton, « Development in Zimbabwe : strategy and tactics », *Journal of Modern African Studies*, 19 (3), 1981.

9. N. Kriger montre que ce processus commença avant l'indépendance et se traduisit par l'usage de la coercition à l'encontre des paysans. Voir N. Kriger, *Zimbabwe's Guerrilla War : Peasant Voices*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992; J. Alexander, « Things fall apart, the center can hold : processes of post-war political change in rural Zimbabwe », in N. Bhebe et T. Ranger, *Society in Zimbabwe's Liberation War*, Londres, James Currey, 1995.

10. J. Alexander, « Things fall apart... », art. cit., p. 184. Les observations de J. Alexander proviennent du district de Chimanimani, dans l'une des régions les plus affectées par la guerre. Les structures du parti dans le Manicaland sont généralement considérées comme plus faibles que dans le Mashonaland et à Masvingo. Une certaine prudence est donc de mise dans l'extrapolation des résultats de Chimanimani à d'autres régions du pays qui n'ont peut-être pas connu le même processus d'obsolescence du parti.



structures participatives du parti a pu constituer l'une des causes de l'abstention croissante dans les années 1980 et surtout 1990, que trahissait la chute continue de la participation électorale aux scrutins de 1985, 1990 et 1995.

Il y a une grande continuité dans les tactiques utilisées par la Zanu-PF pour remporter les élections de l'indépendance à aujourd'hui. Même dans les périodes où la concurrence électorale était quasi inexistante, le Zimbabwe n'a jamais connu d'élection transparente. En 1980, les forces de guérilla des deux fronts nationalistes n'avaient pas été réellement démobilisées, et le vote fut marqué par des incidents armés dans plusieurs circonscriptions et de l'intimidation, voire de la coercition ailleurs. Les militants du parti au pouvoir ont eu, à l'occasion, recours à la violence dans les élections ultérieures (l'instrument principal en étant, déjà à l'époque, la jeunesse du parti<sup>11</sup>). Les menaces de mort et la justice expéditive qui ont ponctué les occupations de fermes depuis 2000, puis le déploiement d'une milice de jeunes endoctrinés ne sont pas non plus des formes totalement nouvelles de contrôle partisan dans les zones rurales. Norma Kriger a établi que la surveillance des allées et venues par les comités de village et les responsables locaux du parti a continué bien après la fin de la guerre de libération ; elle affirme que la coercition a été une composante à part entière de la domination de la Zanu-PF après l'indépendance<sup>12</sup>. Enfin, et en particulier pendant les campagnes électorales, la Zanu-PF s'est constamment efforcée de brouiller la distinction entre l'État et le parti : des militants ont déclaré aux gens qu'ils n'obtiendraient pas d'emploi ou n'auraient pas accès aux services sociaux s'ils ne produisaient pas leur carte de membre du parti ; des électeurs furent même menacés de perdre leur maison et tous leurs biens s'ils ne se rendaient pas aux urnes<sup>13</sup>.

En dépit de cette permanence des pratiques électorales coercitives, la Zanu-PF a toujours été divisée par des conflits idéologiques et factionnels profonds. Dans le courant des années 1990, on a assisté à des affrontements ouverts entre leaders de faction ainsi qu'à un déclin général d'audience et d'efficacité organisationnelle du parti. Aux élections primaires précédant le scrutin parlementaire de 1995, dont J. Makumbe et D. Compagnon observent qu'elles ont été caractérisées par la même violence ou intimidation que les élections proprement dites, des factions constituées se sont affrontées dans plusieurs régions et la compétition dans certaines circonscriptions eut valeur de test pour le contrôle de la province par l'une d'entre elles<sup>14</sup>. S'il paraît difficile d'en conclure que ces luttes traduisaient une forme de pluralisme interne, dans la mesure où elles ne mettaient pas en jeu des clivages significatifs sur les politiques à suivre, de tels affrontements ont montré toutefois qu'il existait un espace pour l'expression d'opinions dissidentes au sein du parti au pouvoir.

Quand ce dernier entama les préparatifs de l'élection parlementaire de 2000, il sembla même qu'un véritable combat s'était engagé pour le contrôle de la direction du parti entre une « vieille école » et une nouvelle génération de militants moins effrayés par la libéralisation politique et économique. En d'autres termes, les « modérés » – définis ici, sommairement, comme ceux qui demandaient davantage de transparence et un renouvellement des dirigeants – paraissaient en mesure de fixer les termes du débat au sein du parti<sup>15</sup>. De même, les appels au changement n'étaient plus tabous. En 1998, dans un discours tenu lors d'une réunion de la Ligue des jeunes de la Zanu-PF en présence de Robert Mugabe, le secrétaire à la Jeunesse, Josiah Tungamirai, s'exprima dans ces termes : « Votre Excellence, le parti est en crise et seul un fou pourrait dire le contraire. L'abstention s'est transformée progressivement en hostilité ouverte à l'encontre de la Zanu-PF. [...] Nous nous interrogeons sur les raisons qui conduisent le public à suivre les appels mal intentionnés à la grève générale, contre l'avis du gouvernement et du parti, et nous ne trouvons pas de réponse satisfaisante. [...] Quant à nous [jeunesse du parti], il nous est difficile de jouer notre rôle d'avant-garde, en tant que défenseurs de la Zanu-PF, non pas faute de volonté, mais faute d'une vision claire des objectifs de la Zanu-PF. [Tout ce que le parti] peut offrir, c'est un passé glorieux et des promesses creuses pour l'avenir<sup>16</sup>. » Bien que le langage de Josiah Tungamirai ait été plus direct que celui de la plupart de ses collègues, il exprimait bien les vues de ceux qui, dans le parti, soutenaient ouvertement un changement de direction et une rénovation par le bas<sup>17</sup>. Cependant, et en dépit de ces

11. L. Laakso, « When elections are just a formality : rural-urban dynamics in the Dominant-Party System of Zimbabwe », in M. Cowen et L. Laakso, *Multi-Party Elections in Africa*, Londres, James Currey, 2002, notamment pp. 328-336. Pour l'immédiate après-guerre dans le Matabeleland, voir J. Alexander, J. McGregor et T. Ranger, *Violence and Memory : one Hundred Years in the "Dark Forests" of Matabeleland*, Oxford, James Currey, 2000, chap. 8. Ces auteurs évoquent à leur tour la violence accompagnant le regroupement des forces de guérilla aux lieux de cantonnement, laquelle se poursuivit après les élections de 1980 et la proclamation de l'indépendance.

12. N. Kriger, *Zimbabwe's Guerrilla War...*, op. cit., chap. 6.

13. Entretiens de militants des droits de l'homme, juin 1999 ; ZimRights, « ZimRights 1996 presidential election monitoring report », Harare, ronéoté (sans date).

14. Voir J. Makumbe et D. Compagnon, *Behind the Smokescreen : the Politics of Zimbabwe's 1995 General Elections*, Harare, University of Zimbabwe Press, 2000, chap. 4.

15. Voir les chroniques de Masipula Sithole dans le *Financial Gazette* rassemblées dans l'ouvrage de M. Sithole, *Zimbabwe's Public Eye : Political Essays, October 1997 to October 1998*, Harare, Rujeko Publishers, 1998.

16. Cité par *PanAfrican News Agency*, 4 avril 1998, accessible sur le site <<http://www.panapress.com>>.

17. Tungamirai était lié à Masvingo à la faction du député critique et longtemps ministre, Eddison Zvobgo, président de la Zanu-PF pour cette province. Dans les primaires pour les élections de 1995, Tungamirai se présenta contre le vice-président Simon Muzenda, dans la circonscription de Gutu North, mais il dut se retirer. Voir J. Makumbe et D. Compagnon, *Behind the Smokescreen...*, op. cit., pp. 120-122.



transgressions sur les marges, la frontière de la critique autorisée était bien tracée et la hiérarchie du parti a pris des sanctions disciplinaires contre ceux qui l'avaient franchie, allant à l'occasion jusqu'à l'expulsion<sup>18</sup>.

Une analyse rapide des primaires au sein du parti et de la volatilité au sein de son groupe parlementaire fait apparaître les mêmes conflits internes et réponses autoritaires, mais cette fois au plan local<sup>19</sup>. La Zanu-PF a utilisé, dans les années 1980, la même stratégie de contrôle pour les élections primaires que pour les élections parlementaires, en particulier l'achat de voix, la fraude et la modification des limites de circonscriptions à la dernière minute, ou encore l'imposition de candidats impopulaires par la direction. Dans les années 1990, le nombre de circonscriptions réellement disputées dans les primaires a augmenté de façon notable, ce qui s'est traduit fréquemment par la défaite du député Zanu-PF sortant. Soixante députés sortants, dont trois ministres, n'ont pu obtenir le soutien du parti et participer à l'élection parlementaire en 1995<sup>20</sup>. Début 2000, les élections primaires ont une fois de plus fait quelques mécontents notoires et elles ont été émaillées de nombreuses violences, en particulier dans les circonscriptions urbaines. Trois primaires au moins ont été reportées et huit au total ont dû être recommencées<sup>21</sup>.

Cette situation traduisait un sentiment plus profond de mécontentement au sein du parti ainsi qu'une chute significative de la popularité de ses leaders. Les membres du gouvernement et ceux du Politburo étaient de plus en plus mal vus dans leur circonscription d'origine et la base exprimait de plus en plus ouvertement son insatisfaction au sujet de l'économie, du rythme de la réforme agraire et de la gestion interne du parti. La direction tenta de conserver le contrôle des structures locales en finançant les candidats ayant sa préférence, en affaiblissant ceux qui étaient considérés au contraire comme « populistes » ou indignes de confiance, et en introduisant un mécanisme de validation des candidatures par le sommet. Ces manœuvres ont suscité une grande résistance dans certaines circonscriptions et les luttes locales au sein de la Zanu-PF furent de plus en plus marquées par la fraude, l'intimidation et la violence. La tactique utilisée par la direction n'a pas empêché un renouvellement important du personnel parlementaire dans les années 1990, tandis que des politiciens enracinés localement s'insurgeaient contre les calculs de la direction et contre la procédure décidée par le sommet. Ainsi, sur les trente-huit députés élus<sup>22</sup> qui avaient obtenu leur siège en 1985 ou avant, seuls treize siégeaient encore au Parlement à l'issue des élections de juin 2000. Six ont perdu leur siège lors de l'élection parlementaire au profit du MDC et plusieurs autres, dont les ministres Witness Mangwende et Enos Chikowore, dans des primaires internes.

C'est dans ce climat de désordre et de contestation rampante au sein de la Zanu-PF que le pouvoir se lança dans un exercice de réforme constitutionnelle.

La Commission de la réforme constitutionnelle (CRC), dont la création avait été annoncée en décembre 1998, essentiellement en réponse à l'influence grandissante de la coalition pour une Assemblée nationale constituante (NCA), un regroupement d'organisations civiques, d'Églises et de partis d'opposition, fut effectivement établie en mai 1999. Après plus de six mois de consultation et de collecte d'informations à travers le pays, la CRC produisit un projet de Constitution qui fut rejeté par référendum en février 2000 par 54 % des votants. Ce résultat fut mis au crédit de la campagne menée activement par la NCA en faveur du « non ». Comme plusieurs députés Zanu-PF nous l'ont confié, cette défaite a provoqué une crise interne dans le parti au pouvoir, où beaucoup avaient sous-estimé l'ampleur de la désaffection populaire à leur égard. Ce résultat électoral, à l'origine des réformes de l'organisation du parti discutées ci-après, a également déclenché une lutte interne dont l'enjeu était la stratégie à adopter pour affronter la menace représentée par le MDC – la première opposition viable depuis 1987. Comme par le passé, les luttes factionnelles, sans réelle portée idéologique, traduisaient avant tout des rivalités personnelles. Pourtant, en 1999, des clivages aigus s'étaient fait jour au sujet de l'orientation politique générale du parti, en particulier concernant la libéralisation économique et politique. Ces divergences s'étaient largement répercutées sur les travaux de la CRC. Ainsi, la session plénière finale fut brutalement interrompue quand plusieurs commissaires critiquèrent avec véhémence le projet constitutionnel, en arguant qu'il ne reflétait ni leurs opinions ni celles des Zimbabweens consultés. La réintroduction de plusieurs clauses controversées, en particulier les vastes pouvoirs d'urgence du président, était le fruit des manœuvres des « durs » du parti dont l'influence était alors ascendante, en particulier le porte-parole de la CRC et actuel ministre de l'Information, Jonathan Moyo, ou le

18. Il s'agit en particulier de la suspension très commentée du député Dzikamai Mavhaire en juin 1998, à la suite de ses déclarations au Parlement suggérant que le président démissionne. Il y eut également une série d'expulsions de députés et d'élus locaux dans le Mashonaland West en 1997, provoquées par le combat factionnel dans la province ; voir *Zimbabwe Independent*, 12 septembre 1997.

19. Dans les élections primaires de la Zanu-PF, seuls les cadres du parti et les dirigeants locaux sont autorisés à voter. Par conséquent, les primaires reflètent le degré de discipline ou de division dans l'appareil local du parti, mais elles ne peuvent guère être prises comme un indicateur de l'opinion du public ou de la loyauté des adhérents de base.

20. J. Makumbe et D. Compagnon, *Behind the Smokescreen...*, op. cit., p. 131. J. Makumbe et D. Compagnon ont également dressé un tableau complet (pp. 110-139) regroupant les résultats, les exclusions, les irrégularités et les luttes factionnelles pendant les primaires Zanu-PF.

21. « Major upsets in Primary elections », *People's Voice*, 26 mars-1<sup>er</sup> avril 2000 ; voir également *People's Voice*, 30 avril-6 mai 2000.

22. Trente députés sur cent cinquante sont nommés directement ou indirectement par le président.



ministre de la Justice de l'époque et actuel président du Parlement, Emmerson Mnangagwa. Non seulement l'étouffement du débat constitutionnel préparait l'échec du projet dans les urnes, mais il annonçait également le début de l'ère de répression de la contestation au sein de la Zanu-PF qui allait se poursuivre jusqu'en 2003.

---

#### L'UTILITÉ POLITIQUE DE LA VIOLENCE

Le cycle récent de violence au Zimbabwe débuta peu de temps après le référendum, lors d'un week-end d'occupations planifiées de fermes d'agriculture industrielle appartenant à des Blancs. Dans la plupart des cas, ces actions furent conduites par des membres de l'Association des vétérans de la guerre de libération (ZNLWVA). Au début, la confrontation entre les occupants d'une part, les fermiers et leurs ouvriers d'autre part, se limita le plus souvent à des insultes, à des menaces et à des coups ; mais, progressivement, les occupations dégénérent et l'on assista à des destructions de biens (granges, systèmes d'irrigation et barrages de retenue) ; quelques meurtres furent même commis. Au fil des semaines, le nombre d'attaques violentes contre les ouvriers agricoles augmenta et les échauffourées entre les jeunes de la Zanu-PF et du MDC se multiplièrent dans les townships et les zones communales (anciennes réserves tribales). Selon Jocelyn Alexander et Joann McGregor, la direction de la ZNLWVA, qui était alors un allié politique du pouvoir, était directement impliquée dans la planification logistique des occupations<sup>23</sup>. S'il n'y avait, initialement, aucune preuve que le gouvernement eût planifié et encouragé la violence en tant que telle, il fut très vite possible de mettre en évidence des relations de causalité entre les remarques incendiaires proférées par les élites politiques et des actes de violence. Ainsi, dans un discours qu'il prononça lors d'un meeting de son parti à Bindura le 26 mars 2000, feu Border Gezi, alors gouverneur du Mashonaland Central, se livra à une attaque au vitriol contre les membres du MDC en demandant aux militants de la Zanu-PF de « rappeler aux partisans de l'opposition que la Zanu-PF est réputée pour sa capacité à faire couler le sang ». Le même jour, non loin de là, un partisan du MDC fut assassiné à coups de pierres par des membres de la Zanu-PF et, trois jours après, le bureau régional du MDC à Bindura fut la cible de cocktails Molotov provoquant l'incendie de deux véhicules lui appartenant<sup>24</sup>.

Bien que la qualité des données collectées sur la violence politique laisse beaucoup à désirer, il est possible d'en tirer quelques conclusions générales sur sa répartition géographique et son intensité, variable selon les endroits, pendant la période préélectorale de 2000. On pourrait s'attendre à ce que le nombre d'incidents dans les places fortes Zanu-PF soit grossièrement sous-

estimé, en raison de la crainte de représailles des victimes en cas de plainte, ou de la difficulté à joindre les organisations de défense des droits de l'homme ; et qu'au contraire la fréquence et l'intensité de la violence dans les zones urbaines, qui votent en majorité MDC, soient surestimées, car les démarches y sont plus aisées. Or, les données disponibles indiquent que la violence fut plus importante et plus systématique dans les fiefs Zanu-PF. Le Mashonaland Central et le Mashonaland East, les deux provinces ayant totalisé le plus grand nombre de « oui » au référendum – donc un vote progouvernemental –, ont été le plus affectés par la violence politique pendant la campagne pour les élections de juin 2000. Dans chaque province, les circonscriptions les plus touchées furent celles qui avaient voté majoritairement en faveur du projet référendaire et qui, lors des élections parlementaires, se signalèrent par un vote MDC très inférieur à la moyenne, que la violence à elle seule ne saurait expliquer<sup>25</sup>. Ainsi, dans l'une des circonscriptions les plus violentes du pays, Mount Darwin, 80,5 % des électeurs se sont prononcés en faveur du projet constitutionnel en février 2000 et seulement 9 % ont voté pour le MDC en juin. Mudzi et Mutoko, parmi les circonscriptions les plus violentes du Mashonaland East, ont présenté les scores les plus faibles de l'opposition dans cette province : respectivement 22 % et 18 % de « non » au référendum et seulement 7,8 % et 5,6 % pour le MDC aux élections. Cette corrélation se retrouve dans la province voisine du Mashonaland Central et demeure valide, mais à un moindre degré, pour les provinces où le niveau global de la violence fut moindre<sup>26</sup>.

23. J. Alexander et J. McGregor, « Elections, land and the politics of opposition in Matabeleland », *Journal of Agrarian Change*, 1 (4), 2001. Selon ces auteurs, les comités de district de la ZNLWVA avaient reçu de leur direction nationale des listes de fermes à occuper (p. 511) ; toutefois, cela n'est peut-être pas vrai pour l'ensemble du pays car, dans certains endroits, les invasions avaient un caractère spontané et ont visé plusieurs fois les mêmes fermes au cours des années, bien avant cette opération approuvée par le gouvernement.

24. Zimbabwe Human Rights NGO Forum, « Who is responsible ? A preliminary analysis of pre-election violence in Zimbabwe », Harare, ronéoté, 20 juin 2000. La litanie des violences a continué. Une semaine après la déclaration de Gezi et dans la même province, un bus portant des affiches de campagne du MDC fut incendié et un militant tué par des vétérans. Une femme enceinte fut également assassinée par des militants Zanu-PF revenant d'une réunion politique.

25. Le MDC obtint en moyenne moins de 20 % des voix dans ces circonscriptions, contre 46 % à l'échelle nationale. Ce soutien très faible devait certainement quelque chose à la violence et à l'obstacle qu'elle représentait pour la campagne du MDC, mais était avant tout le reflet de l'importance de ces circonscriptions pour le contrôle exercé par la Zanu-PF sur les zones rurales, en tant que bases politiques les plus solidement établies.

26. Nous nous fondons sur les données collectées par le Zimbabwe Human Rights NGO Forum, publiées à l'époque chaque mois. Elles confirment dans l'ensemble les informations fournies par le MDC et les indications des dirigeants du parti au pouvoir, au cours de nos entretiens, au sujet des « points chauds » de la campagne électorale.



Si cette violence avait été destinée à empêcher le MDC de mener campagne sur le terrain, elle aurait dû être plus forte dans les circonscriptions indécises où celui-ci avait une chance raisonnable de l'emporter ; or son utilisation dans les fiefs de la Zanu-PF en 2000 ne semble pas directement liée à des préoccupations électorales, ou seulement incidemment<sup>27</sup>. Ce n'était pas l'obtention des sièges de députés qui était en jeu dans les circonscriptions les plus troublées, puisqu'en fait ces sièges étaient acquis : la violence y apparaît davantage comme une stratégie mise en œuvre par certaines élites politiques pour accroître leur contrôle sur le parti, afin de neutraliser ceux qu'elles soupçonnaient de s'opposer à la logique de centralisation en poursuivant des buts sectoriels et un tantinet réactionnaires. Certains députés Zanu-PF ont dénoncé la propension de ceux qui contrôlaient les « experts en violence » (tels les vétérans et les milices de jeunes) à utiliser la menace implicite de son emploi pour faire taire les voix discordantes et accroître leur influence personnelle au sein du parti. L'un de ces parlementaires nous décrit ainsi comment, à l'époque, il rencontrait régulièrement des barrages routiers tenus par des miliciens sur l'une des principales routes de sa circonscription ; quand il demanda à la police de les démanteler et d'arrêter les intéressés, il reçut un coup de téléphone d'un membre du Politburo lui demandant de faire relâcher « ses gars » et lui « rappelant plus généralement qui avait réellement barre sur sa circonscription<sup>28</sup> ».

Le factionnalisme qui avait auparavant caractérisé la Zanu-PF s'estompa pendant la période comprise entre les élections parlementaires de 2000 et l'élection présidentielle de 2002, au moment où la polarisation violente entraînait un réalignement politique en fonction du clivage unique entre le MDC et le parti au pouvoir. Les débats parlementaires étaient alors dominés par l'affrontement entre les deux partis ; les députés de base (*backbenchers*) Zanu-PF n'étaient plus ces individualités posant des questions embarrassantes ou faisant des commentaires critiques, comme lors des législatures précédentes. Cela ne signifie pas que toutes les factions soutenaient la politique du gouvernement ; mais ceux qui n'étaient pas aux commandes avaient le sentiment qu'ils s'étaient fait doubler à la fois par certains membres de la « vieille garde » et par certaines « étoiles montantes », comme Savior Kasukuwere, connues pour leur hostilité violente au MDC. Des ministres à l'idéologie radicale, tels Jonathan Moyo ou Patrick Chinamasa, élargissaient leur influence, tandis que des figures plus prudentes ou plus technocratiques étaient progressivement poussées hors du gouvernement et du Politburo.

L'absence de réaction coordonnée et significative à cette marginalisation de fait de segments entiers de la direction du parti peut s'expliquer par différents facteurs. En premier lieu, aucun des députés et cadres locaux que nous avons

interrogés n'a admis avoir envisagé de faire défection. Même lorsqu'ils étaient mal à l'aise avec l'orientation générale du parti ou se trouvaient en désaccord avec telle ou telle politique, ils continuaient à se percevoir comme des membres dévoués<sup>29</sup>. Cette étonnante loyauté de la part de politiciens par ailleurs critiques est pour une part un héritage de la lutte nationaliste. Ainsi, à l'évocation d'un possible vote pour le MDC dans le futur, un homme d'affaires nous répondit : « Mon grand-père participa aux activités de la Zanu avant même que cela s'appelât Zanu ; je ne peux maintenant prétendre qu'il était dans l'erreur... Je ne peux donc soutenir un parti qui n'appartient pas à cette histoire<sup>30</sup>. » Cela étant, il est vrai que la polarisation engendrée par la violence politique et une rhétorique soulignant à l'envi le fossé idéologique entre les deux partis rendent toute défection d'une des formations en direction de l'autre pratiquement impossible.

D'autres facteurs ont également joué un rôle dans l'effacement du factionnalisme, en particulier l'exercice d'évaluation et de restructuration interne qui suivit la défaite au référendum de février 2000. Il s'agissait d'éliminer les responsables à la loyauté suspecte, mais aussi de placer les structures locales du parti plus fermement sous le contrôle de la direction<sup>31</sup>. Cette centralisation eut pour résultat immédiat d'enlever beaucoup de pouvoir aux gouverneurs de province et aux leaders de factions régionales. La mise en œuvre de la « réforme agraire » – de même que l'autonomie laissée à d'autres ministères – a renforcé cette tendance. L'ultime pouvoir d'allouer des fermes confisquées revenait de tout évidence au ministère de l'Agriculture, qui n'a pas hésité à révoquer ou à ignorer des décisions prises au niveau local ou provincial,

---

27. Cette association s'altéra avec le temps, notamment après le lancement par le parti au pouvoir de son Programme national de formation de la jeunesse en 2001. Lors des élections présidentielles de 2002, la violence fut la plus brutale dans les zones proches des camps de ces milices. En 2002 et 2003, elle allait de pair avec le calendrier électoral et se produisait dans des circonscriptions où elle avait été absente simplement parce que le gouvernement y envoyait des miliciens peu avant le jour du vote.

28. Entretien avec un député Zanu-PF souhaitant rester anonyme, mai 2003.

29. Entretiens avec des cadres Zanu-PF à Harare, Mutare et dans le Mashonaland West, novembre 2002 et de mars à mai 2003.

30. Entretien, février 2003.

31. Entretien avec Chen Chimutengwende, ministre de l'Information et membre du Politburo à l'époque du référendum, le 14 novembre 2002. Le soupçon selon lequel certains cadres locaux n'avaient pas fait campagne pour le projet gouvernemental paraissait largement fondé : dans beaucoup de circonscriptions, le nombre de « oui » était même inférieur à l'ensemble de ceux qui détenaient des responsabilités dans les structures du parti.



même quand elles résultaient de négociations longues et difficiles<sup>32</sup>. Ainsi, dans la circonscription de Mazowe East, des fermiers blancs qui remplissaient toutes les conditions posées par le gouvernement (notamment la possession d'une seule ferme d'une superficie inférieure au nouveau plafond) ont proposé un plan de partage de leur propriété, de façon à en conserver une partie, lequel plan fut approuvé par le gouverneur provincial et donna lieu à l'installation de nouveaux fermiers noirs : quelques semaines plus tard, le ministère de l'Agriculture annula cet accord et confisqua le reste de la ferme, y compris la résidence du fermier, pour l'attribuer à un cadre Zanu-PF d'une autre province<sup>33</sup>. Bien que la multiplication d'affaires de ce type ait créé des tensions entre les députés du parti, les gouverneurs et le ministère, les décisions de ce dernier ont rarement été remises en cause, même lorsque de petits paysans noirs ont été expulsés alors qu'ils avaient commencé à cultiver la terre<sup>34</sup>. En plus de cette perte de la capacité à influencer sur les décisions du centre, le déclin de l'État de droit au Zimbabwe et le déploiement des milices de jeunes ont encore réduit l'autorité des députés sur leur circonscription et des gouverneurs sur leur région.

En outre, nombre de ceux qui furent alors marginalisés ont fait le choix « tactique » d'attendre des temps meilleurs, escomptant que la situation évoluerait un jour en leur faveur. Cela a contribué à réduire l'expression des désaccords internes entre 2000 et 2002, sans toutefois les faire disparaître totalement. Les factions étaient parfaitement conscientes de la faible marge de manœuvre dont elles disposaient, et fort peu ont tenté de prendre publiquement position sur la politique menée par le gouvernement, comme l'atteste le compte rendu des débats parlementaires. La Zanu-PF a recouru à un discours stigmatisant le MDC et les associations de la société civile le soutenant – notamment les syndicats de la ZCTU – comme des organisations non authentiques et portées à la trahison contre lesquelles elle se devait de mener une guerre, discours qui fut relayé dans les réunions du parti et les médias contrôlés par le gouvernement. La liste de ceux que le pouvoir percevait comme des opposants et qui devinrent la cible de ses attaques n'a cessé de s'allonger, jusqu'à inclure, dans une succession désagréablement arbitraire, les journalistes, les mouvements religieux, les juges ayant rendu des sentences qui déplaisaient au gouvernement, les habitants des villes, les chefs traditionnels qui avaient « vendu » leurs administrés, les opérateurs de transport en commun, certains hommes d'affaires et – c'est significatif – les politiciens Zanu-PF qui ne soutenaient pas avec suffisamment d'ardeur le pouvoir en place.

Dans ce contexte manichéen, l'existence même de factions pouvait apparaître comme une forme de déloyauté, voire de trahison. Le relatif pluralisme et l'acceptation d'une compétition interne, acquis encore faiblement enracinés dans

la culture politique du parti, étaient perçus comme des luxes qu'on ne pouvait plus se permettre. Interrogé sur la faction d'Eddison Zvobgo dans la province de Masvingo et son influence sur le processus de décision de la Zanu-PF, Didymus Mutasa, ancien ministre et membre du Politburo, exprima cette ligne fort clairement : « À Masvingo, le conflit était entre pro- et anti-Mugabe. [...] Beaucoup d'entre nous n'aimaient pas cela. On ne critique pas son propre parti au risque de le détruire. Dès que vous faites cela, vous devez le quitter. Et c'est ce que Mavhaire et Zvobgo auraient dû faire à notre avis. Quitter le parti et avoir leur propre structure n'ayant rien à voir avec la Zanu-PF ! On ne saurait à la fois appartenir à une organisation comme la Zanu-PF et la critiquer de l'intérieur<sup>35</sup>. » De fait, bien que Zvobgo ait été dépouillé de ses postes de responsabilité et cité comme exemple de déloyauté pendant des années, il est toujours membre du parti et est parvenu à consolider son contrôle de la province de Masvingo.

Comme l'examen du débat sur la succession de Mugabe le montrera ci-dessous, si la polarisation politique peut accroître la solidarité et la cohésion des camps situés de part et d'autre du spectre politique, elle n'altère pas nécessairement les causes fondamentales de division. Les groupes considérés, au sein de la Zanu-PF, comme les plus critiques à l'égard de l'élite gouvernante actuelle ont généralement joué la durée, modulant leur opposition dans l'espoir que des changements dans l'environnement externe du parti créeraient les conditions d'un changement interne. Par exemple, le retour à une économie administrée, caractérisée notamment par un contrôle strict des prix et par le refus d'ajuster la parité du dollar zimbabwéen à sa vraie valeur, a fortement éprouvé

---

32. Le véritable processus de décision dans la réforme agraire accélérée (*fast-track*) est byzantin. Les autorités locales (*land boards*) et provinciales sont censées identifier les fermes à acquérir et proposer un plan de division en lots. En pratique, le ministère a contredit leurs décisions et attribué les fermes à qui bon lui semblait.

33. Entretien avec les fermiers blancs expulsés, Bruce et Louise Stobart, Mazowe East, le 7 mai 2003. L'heureuse élue fut Omega Hungwe, sœur du gouverneur de la province de Masvingo, Josiah Hungwe, et candidate Zanu-PF malheureuse dans la circonscription de Dzivarasekwa, province de Harare.

34. Entretien avec un leader traditionnel et député Zanu-PF souhaitant rester anonyme, mai 2003 ; voir aussi Parliament of Zimbabwe, *Second Report of the Portfolio Committee on Lands, Agriculture, Water Development, Rural Resources and Development*, présenté au Parlement le 11 juin 2003, sur le site Internet <[http://www.sarpn.org.za/documents/d0000616/P625-Lands\\_final\\_report.pdf](http://www.sarpn.org.za/documents/d0000616/P625-Lands_final_report.pdf)>.

35. Entretien avec Didymus Mutasa, Ruwa, le 15 août 2003.



les éléments favorables à la libéralisation économique<sup>36</sup>. Selon un diplomate en poste à Harare, cette frustration s'est muée en optimisme juste avant l'élection présidentielle de mars 2002, quand plusieurs de ces députés réformistes – pour ce qui touche à l'économie – croyaient une défaite de Mugabe possible. L'un d'entre eux, cité nommément par notre source, déclara que ses amis attendaient que Mugabe soit battu pour s'emparer de la direction de la Zanu-PF et en faire un « vrai » parti<sup>37</sup>. D'autres nourrissaient des attentes plus modestes, cherchant surtout à éliminer ceux qui, dans l'entourage de Mugabe, étaient perçus comme les plus nuisibles. Par exemple, le ministre de l'Agriculture Joseph Made a été présenté de façon répétée comme étant « sur le départ » et son remplacement, comme celui des autres ministres non élus, a été le véritable enjeu du congrès du parti de décembre 2002, plus que la succession de Mugabe<sup>38</sup>. Si les divisions factionnelles étaient restées non loin de la surface entre 2000 et 2002, à un moment de forte solidarité partisane, quels événements allaient donc bien pouvoir les faire réémerger ?

---

#### LA RENAISSANCE DU FACTIONNALISME

À la mi-janvier 2003, le MDC a révélé qu'il avait été approché par un intermédiaire qui entendait ouvrir un dialogue politique au nom du président du Parlement, Emmerson Mnangagwa, et du chef d'état-major des armées de l'époque, le général Vitalis Zvinavashe. Des tentatives visant à établir des canaux de communication interpartisans avaient échoué à la fin de l'année 2002. Toutefois, l'initiative engagée par Mnangagwa l'avait été apparemment sans que Mugabe en soit informé ou l'ait approuvée. Pour beaucoup, à l'intérieur comme à l'extérieur du parti, cela signifiait que le contrôle exercé par le président était bien moins solide qu'on ne l'avait cru. Selon le MDC, Mnangagwa et Zvinavashe avaient indiqué qu'ils étaient en mesure d'obtenir la démission de Mugabe, pour permettre une normalisation de la vie politique et le retour de l'aide internationale<sup>39</sup>. Le MDC refusa de nouvelles rencontres et rendit publics ces contacts, mais la tentative avortée de Mnangagwa avait, à sa façon, ouvert une nouvelle ère. En quelques semaines, les commentateurs politiques étaient parvenus à la conclusion que la solution de la question de la succession était un préalable aux progrès du dialogue politique entre les deux partis. De son côté, la presse indépendante se redécouvrit une passion pour les luttes factionnelles au sein de la Zanu-PF, en publiant de longs et détaillés rappels des affrontements des années 1998-1999.

Pendant l'année qui a suivi ces révélations, les discussions politiques au sein de la Zanu-PF ont été dominées par des spéculations sur le retrait possible de Mugabe et par un vif débat sur le choix de son successeur. Pour l'essentiel, deux

camps s'affrontaient. Pendant le gros de l'année 2003, Emmerson Mnangagwa a été présenté comme le choix le plus probable, essentiellement parce qu'il était perçu comme le favori de Mugabe. Il bénéficie également du soutien du ministre des Affaires étrangères, Stan Mudenge, du général Zvinvashe et d'hommes d'affaires puissants comme Mutumwa Mawere et Phillip Chiyangwa, et était le candidat préféré de feu le vice-président, Simon Muzenda. Le principal handicap de Mnangagwa est son profond et durable manque de popularité, à la fois auprès du grand public et au sein du parti. En 1999, il fut battu par John Nkomo dans la course au poste important de président délégué (*national chairman*), une fonction qui lui aurait peut-être permis de se créer un réseau national et une base organisationnelle très utiles pour contrer les candidats disposant d'un plus grand soutien populaire.

L'impopularité de Mnangagwa est soulignée par l'ampleur de la coalition soutenant ses rivaux, dont le ciment essentiel est l'hostilité à son encontre. Elle rassemble le général à la retraite Solomon Mujuru, souvent considéré comme le faiseur de roi dans le parti, John Nkomo, l'ancien ministre des Finances Simba Makoni, le ministre de la Défense, Sydney Sekeramayi, plusieurs gouverneurs et des membres de la faction d'Eddison Zvobgo à Masvingo<sup>40</sup>. Le sentiment anti-Mnangagwa se nourrit de la corruption personnelle qu'on lui prête, ainsi qu'à ses associés en affaires<sup>41</sup>. Chez les hommes d'affaires et politiciens ndebele, on n'a pas oublié non plus sa responsabilité directe dans les atrocités commises contre les populations du Matabeleland

---

36. Cette mouvance, qui avait connu son heure de gloire sous Bernard Chidzero et Ariston Chambati, était d'une façon générale également favorable à une libéralisation politique. Contrairement à Zvobgo et à d'autres, B. Chidzero et A. Chambati, maintenant décédés, n'ont jamais critiqué publiquement le président Mugabe ni demandé sa démission. Toutefois, ils plaçaient en priorité les liens avec les institutions financières internationales et donc désapprouvaient tout ce qui pouvait les affaiblir, y compris la répression à l'encontre de l'opposition. Pour autant qu'elle soit restée un groupe cohérent au sein du parti, cette sensibilité soutient l'ancien ministre des Finances, Simba Makoni, dans la course à la succession.

37. Entretien avec un diplomate en poste à Harare, Harare, le 16 octobre 2002.

38. Communication personnelle d'un ancien membre du Politburo, Harare, décembre 2002.

39. *The Guardian*, 13 janvier 2003 et 14 janvier 2003.

40. International Crisis Group, *Zimbabwe : Danger and Opportunity*, Bruxelles, ICG « Africa Report n° 60 », 10 mars 2003. Ce rapport présente une analyse très proche de la nôtre, mais sous-estime l'étendue de la coalition anti-Mnangagwa en n'y incluant pas, notamment, la faction de Zvobgo.

41. Sur l'implication mafieuse de la faction de Mnangagwa dans la privatisation des entreprises publiques et l'attribution des contrats en RDC, voir D. Compagnon, « "Mugabe and Partners (Pvt) Ltd" ou l'investissement politique du champ économique », *Politique africaine*, n° 81, mars 2001.



dans la première moitié des années 1980, alors qu'il était ministre de la Sécurité. Ces griefs sont parfaitement valables, mais, au-delà, la motivation réunissant l'opposition à Mnangagwa est, plus simplement, la conviction d'une majorité de politiciens Zanu-PF que le successeur de Mugabe ne doit pas être imposé d'en haut.

Lors de mes dernières discussions sur la succession avec des cadres de la Zanu-PF, en août 2003, John Nkomo semblait gagner du terrain au sein de la faction anti-Mnangagwa. Si son identité ndebele était considérée jusqu'alors comme un motif de disqualification pour la course à la présidence, elle pourrait apparaître aujourd'hui, au dire de mes informateurs, comme un de ses atouts secrets. Elle pourrait en effet lui permettre de regagner le soutien d'électeurs ndebele de l'ancienne Zapu, dont il est issu, actuellement acquis au MDC. Mais si la lutte factionnelle s'éternise et suscite des fractures internes trop sérieuses, Simba Makoni pourrait émerger comme un candidat de compromis. Perçu comme largement extérieur au jeu factionnel, il jouit d'un grand respect parmi les électeurs du MDC. Toutefois, son élection au sein de la Zanu-PF risque d'être problématique, parce qu'il manque de base populaire et de notoriété auprès des militants. Indépendamment de l'issue de ce combat factionnel, il apparaît maintenant, de l'avis de nombreux commentateurs, que le changement dans le parti devra nécessairement précéder un éventuel changement sur la scène politique globale. Dans la phase d'efforts de médiation et de rumeurs de progrès des négociations de l'été 2003, des députés du parti au pouvoir m'ont confié qu'ils accordaient peu de chance au dialogue avec le MDC tant que la question de la succession n'était pas réglée.

Cette question est d'ailleurs compliquée par l'existence dans le parti d'un groupe de perturbateurs potentiels, lesquels pourraient bien avoir la capacité de renvoyer à plus tard les changements dans la direction et d'entretenir l'impasse avec le MDC. En tête de ce groupe figurent les ministres qui n'ont pas conquis de siège parlementaire en juin 2000 et ont été nommés au Parlement par le président Mugabe, en particulier Patrick Chinamasa, Joseph Made et Jonathan Moyo. Leur étonnante survie politique – compte tenu du nombre de leurs ennemis – est étroitement liée à la personne du président, faute d'une base personnelle ou d'un quelconque soutien dans le parti. Non seulement cette réalité est largement reconnue au sein de la Zanu-PF, sur un ton de critique plus ou moins acerbe, mais il est également admis que ces personnalités perdront leurs fonctions ministérielles et partisans dès que Mugabe quittera le pouvoir, quelle que soit la faction qui l'emporte. C'est pourquoi ce groupe est celui qui a le plus à gagner de la crise actuelle, en marginalisant les voix des plus pragmatiques (et plus populaires) et en retardant la conclusion du débat sur la succession<sup>42</sup>.

Pourquoi cette réémergence du factionnalisme au sein de la Zanu-PF après une période de près de deux ans pendant laquelle le parti était apparu plus fort et uni qu'il ne l'avait été depuis longtemps ? L'affaiblissement du contrôle interne semble résulter en partie de pressions cumulées subies par la direction. Le président Mbeki et d'autres acteurs régionaux ont insisté auprès de Mugabe pour qu'il envisage un départ anticipé, tandis que les grèves et les manifestations du MDC ont poussé la Zanu-PF dans ses retranchements, au moment où les pénuries de carburant comme de liquidités monétaires ont plongé l'économie dans une situation désastreuse. Mais le sentiment croissant dans le parti que la direction a totalement perdu le contrôle du processus lui ayant permis de réaffirmer son autorité en 2000 a également joué un rôle décisif. La polarisation politique s'est dangereusement exacerbée en 2003, les milices de la jeunesse se sont trouvées de plus en plus souvent impliquées dans des affrontements avec les forces de police et une série de scandales de corruption a terni le programme de réforme agraire. Plus fondamentalement, le contrôle exercé par le pouvoir sur des ressources rares (hydrocarbures, devises), lequel avait constitué un levier important de patronage politique, a eu pour effet pervers de favoriser une économie de rente rendant possibles les comportements prédateurs. Par exemple, l'utilisation par le pouvoir des banques commerciales créées par des hommes d'affaires noirs, proches de la Zanu-PF, pour donner à ses partisans un accès aux rares devises disponibles au cours officiel, de même que son aveuglement volontaire sur le rôle de ces banques dans le marché noir des devises sont directement à l'origine des scandales de corruption et de la crise affectant le secteur bancaire depuis plusieurs mois. C'est dans ce contexte que la solidarité interne au parti au pouvoir s'est fissurée.

Cette renaissance du factionnalisme et l'affaiblissement corrélatif de la cohésion interne de la Zanu-PF ne signifient pas nécessairement que des négociations publiques avec le MDC sont inéluctables. D'une part, aucune des principales factions n'est davantage que les autres portée à un compromis avec le MDC qui déboucherait sur un partage du pouvoir. D'autre part, il est tout à fait possible que les luttes internes à la Zanu-PF conduisent à une situation où la position de négociation du MDC se retrouverait affaiblie plutôt que renforcée. Une succession au profit d'un politicien populaire susceptible d'éroder le soutien électoral de l'opposition, tel John Nkomo, ou d'un dirigeant moins « impliqué » dans les pires aspects du régime Mugabe, comme Simba

---

42. Pour une analyse des déclarations publiques du ministre de la Justice, Patrick Chinamasa, voir *Zimbabwe Standard*, 10 août 2003.



Makoni, pourrait fort bien se traduire par une chute du soutien populaire au MDC. En effet, les modérés de l'opposition pourraient estimer qu'un vote en faveur d'un modéré de la Zanu-PF est plus rentable, à court terme, qu'une fidélité au MDC sans débouché politique, compte tenu notamment de l'incertitude sur la participation de ce parti à un éventuel gouvernement de transition. Plus fondamentalement, en détournant l'attention générale de l'affrontement entre le MDC et la Zanu-PF, les conflits internes au parti au pouvoir pourraient réduire l'influence de l'opposition dans le processus de transition, contrairement à une situation où la Zanu-PF se présenterait unie à la table de négociation. En dépit de leur caractère hautement spéculatif, ces remarques visent à mettre le lecteur en garde contre une tendance fort répandue, notamment dans la presse zimbabwéenne, à analyser tout recul de la Zanu-PF – ou du président Mugabe – comme un gain net pour le MDC. Rien n'est moins sûr, et l'évolution de la situation politique au Zimbabwe dans les prochaines années dépendra non seulement de l'interaction entre MDC et Zanu-PF, pendant longtemps l'objet exclusif de toute l'attention, mais aussi des dynamiques internes à chaque parti ■

Adrienne LeBas

Université de Columbia

Traduction de Daniel Compagnon